

Analyse de la dépendance alimentaire aux importations des ménages dans trois communes de la ville de Lubumbashi, RDC

Tshomba Kalumbu John*¹, Nkulu Mwiné Fyama Jules¹ et Kalambaie Binm Mukanya Madiya Moïse²

¹Département d'Economie Agricole, Unité de Recherche en Economie et Développement Agricoles (URED), Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université de Lubumbashi, RDC

² Faculté des Sciences Agronomiques, Département d'Economie Agricole, Université Pédagogique Nationale, Kinshasa, RDC

Received 05 March 2020, Accepted 07 May 2020, Available online 09 May 2020, Vol.8 (May/June 2020 issue)

Abstract

Permanent access to food remains a challenge for the majority of the population in sub-Saharan Africa. This is the case of the DRC, a country paradoxically rich in natural resources imported from the Haut Katanga province from southern Africa. These food imports increase the level of vulnerability of households to shocks in domestic markets. This article highlights the part of this food dependency in the urban area of Lubumbashi, a large consumer center. For its realization, the direct observation and the surveys allowed to collect the primary data through a random sampling of ninety households in three communes (Lubumbashi, Kampemba and Annexe) of the city of Lubumbashi during 2015 and 2016 because of 30 households per municipality. The results indicate that nearly 60% of agricultural products consumed are imported compared to 40% produced locally. In addition, this food dependence varies according to the types of products in proportions such as sugar (100%), vegetable oil (96%), potato (94%), milk (94%), rice (65%), fruit (55%), maize (44%), meat (43%), tomato (21%) and onion (21%). This situation leads to significant currency losses and at the same time shows the relative importance in the development of these different sectors at the local level in order to break this deadlock.

Keywords: Household, Dependency, Import, Local Production and Food Expenditures

Résumé

L'accès permanent à l'alimentation reste un défi pour la majorité de la population en Afrique Subsaharienne car la plupart des pays dans cette région présentent un déficit alimentaire. C'est le cas de la RDC, un pays paradoxalement riche en ressources naturelles qui importe à travers la province du Haut Katanga des produits alimentaires en provenance de l'Afrique australe. Ces importations alimentaires accentuent le niveau de vulnérabilité des ménages face aux chocs des prix sur les marchés intérieurs. Ce présent article met en évidence la part de cette dépendance alimentaire dans la zone urbaine de Lubumbashi, un grand centre de consommation. Pour sa réalisation, l'observation directe et les enquêtes ont permis de collecter les données primaires à travers un échantillonnage aléatoire de nonante ménages dans trois communes (Lubumbashi, Kampemba et Annexe) de la ville de Lubumbashi au cours de 2015 et 2016 en raison de 30 ménages par commune. Les résultats renseignent que près de 60% des produits agricoles consommés sont importés contre 40% produits localement. En outre, cette dépendance alimentaire varie en fonction des types de produits dans les proportions telles que le sucre (100%), l'huile végétale (96%), la pomme de terre (94%), le lait (94%), le riz (65%), le fruit (55%), le maïs (44%), la viande (43%), la tomate (21%) et l'oignon (21%). Cette situation conduit à des pertes de devises conséquentes et montre en même temps, l'importance relative dans le développement de ces différentes filières au niveau local afin de sortir cette impasse.

Mots clés : Ménage, Dépendance, Importation, production locale et Dépenses alimentaires

Introduction

La situation alimentaire en République Démocratique du Congo (RDC) reste préoccupante alors que le pays possède un potentiel agricole très important.

Ainsi, près de 16 millions de personnes souffrent de la faim et de carence alimentaire aigue suite la faible performance du secteur agricole. Cette déficience condamne le pays à une forte dépendance alimentaire aux importations. En effet, à travers le Haut Katanga, la RDC importe des produits alimentaires en provenance de l'Afrique australe : Zambie, Zimbabwe, Afrique du sud, Namibie et Tanzanie

*Correspondant autours ORCID ID : 0000-0002-8903-3188

DOI : <https://doi.org/10.14741/ijmcr/v.8.3.7>

(Lapeyre et al, 2011). D'ici 20 ans si rien n'est fait, la RDC se présenterait davantage comme un grand marché potentiel dans l'espace d'échange régional avec en perspective près de 128.76 millions d'habitants en 2040 soit 1,76 fois supérieure que la Zambie, pour exemple. Pour faire face à cet enjeu, deux contraintes majeures se présentent à la RDC. La première étant celle d'accroître la productivité agricole et la seconde, celle relative à l'approvisionnement régulier à la fois face à la demande locale et à la compétitivité dans la sous-région de l'Afrique Australe. Pour sortir de cette impasse, il s'avère important de comprendre les caractéristiques actuelles des importations alimentaires et d'identifier les facteurs de motivations qui stimulent les acteurs à préférer les produits agricoles importés. Ces informations permettraient aux décideurs politiques d'orienter les mesures au profit du développement du secteur agricole car pour Tollens (2004), l'Etat jouerait un rôle important dans la relance du secteur agricole. Dans le même sens, d'après Lebailly (2010), une nouvelle politique agricole permettrait de faire face à cette dépendance alimentaire en RDC, étant donné que dans des économies rurales, la

croissance, la demande pour les biens et les services, l'épargne et les devises doivent provenir majoritairement du secteur agricole. C'est dans cette optique que s'inscrit ce présent article cherchant à répondre aux préoccupations majeures sur les caractéristiques de la dépendance alimentaire dans le contexte socio-économique de la ville de Lubumbashi, province du Haut Katanga (RDC) afin d'en proposer des nouvelles perspectives d'une politique agricole adaptée et cohérente aux spécificités locales. Ainsi, cette étude répond aux questions suivantes : (1) Quelle est la part des importations dans la consommation journalière des ménages à Lubumbashi ? (2) Quel est le niveau de dépenses affectées aux aliments importés dans le panier ménager Lushois ? Et (3) quels en sont les facteurs de motivation des consommateurs ?

2. Milieu et Méthodes

2.1 Milieu d'étude

Cette recherche se réalise au Sud de la RDC, dans la province du Haut Katanga, ville de Lubumbashi (Figure 1).

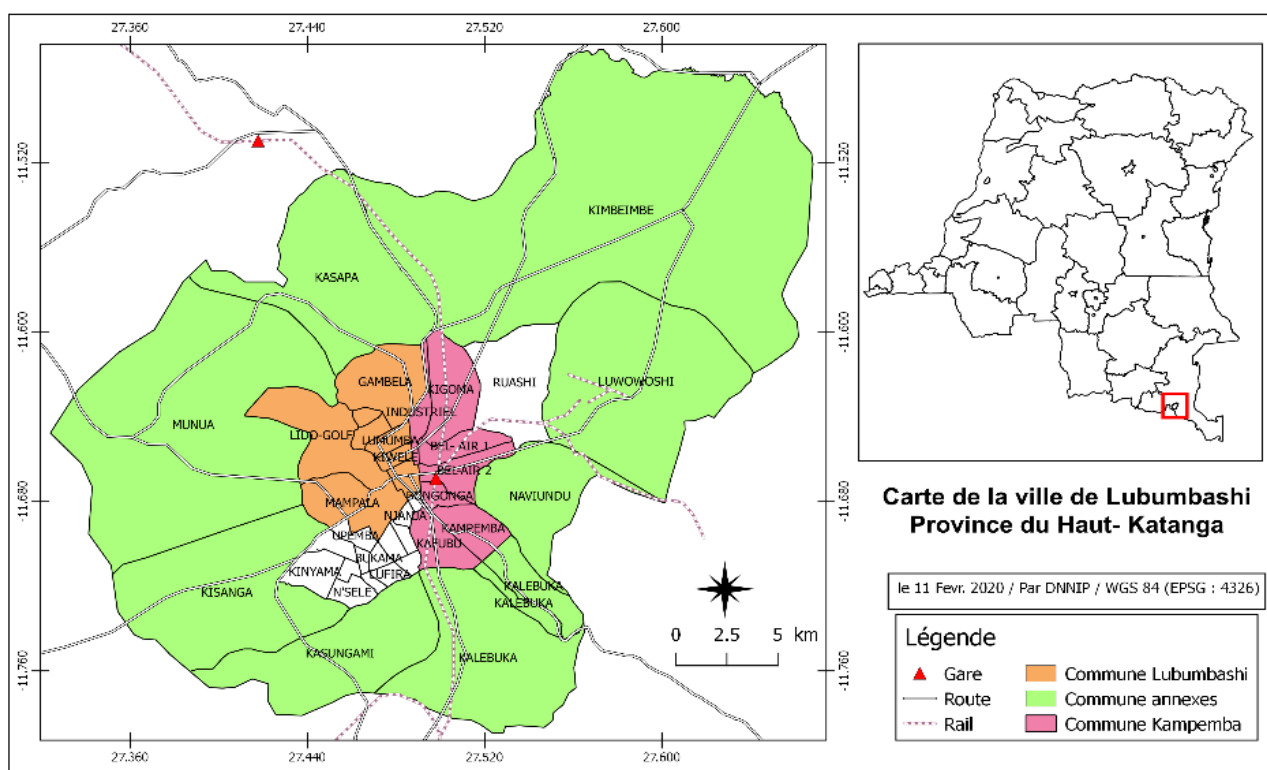


Figure 1. Ville de Lubumbashi et ses sept communes, RDC

La RDC se situe au cœur de l'Afrique et s'étend sur 2345410 km² et partage ses frontières avec neuf pays à savoir : au nord la République Centre Africaine et le Soudan du Sud, à l'est l'Ouganda, le Ruanda, le Burundi, et la Tanzanie, au sud la Zambie et l'Angola et à l'Ouest le Congo Brazza. Du point de vue administratif, la RDC compte 26 provinces y compris sa capitale Kinshasa. Avec

3,3% de taux de croissance démographique, la RDC compte près de 80 millions habitants et une densité de 40 habitants par Km² avec une espérance de vie de 51 ans et un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 458 USD (Banque Mondiale, 2017). Ce travail se réalise dans l'une des provinces de la RDC, le Haut Katanga située dans le Sud du pays faisant frontière avec la Zambie et regroupant cinq

territoires : Kipushi, Kasenga, Kambove, Mitwaba et Sakania. La ville de Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga définit les limites de cette étude. Ses coordonnées géographiques se situent à 1276m d'altitude dans le carré formé par les latitudes 11°36'31.0''Sud et les longitudes 27°18'36.4''Est (Mpundu et al, 2017).

La ville de Lubumbashi comprend sept communes : Annexe, Lubumbashi, Kapemba, Ruashi, Kenya, Katuba et Kamalondo. Du point vu climatique, elle est caractérisée par l'alternance de deux saisons de cinq mois chacune avec deux mois de transition (avril et octobre) et des fortes variabilités de pluie. La saison de pluie débute au mois de novembre et la saison sèche au mois de mai (Kalombo, 2015). Les précipitations moyennes annuelles sont estimées à près de 1200 mm. Le mois de décembre est le plus pluvieux avec près de 269 mm et juillet est le mois le plus sec de l'année. L'alternance de deux saisons offre aux producteurs de la ville de Lubumbashi, la possibilité de pratiquer les cultures vivrières (maïs, arachide, haricot, patate douce et manioc) au cours de la saison de pluie. La végétation primaire de la ville de Lubumbashi est la forêt claire du type Miombo. Cependant, à cause des activités anthropiques, cette forêt claire est remplacée par une végétation secondaire constituée par une savane dans la région périurbaine (Munyemba et Bogaert, 2014).

2.2 Méthodes

Cette étude sur la dépendance alimentaire a été réalisée à travers nonante ménages enquêtés répartis dans trois communes en raison de 30 ménages dans chacune d'elle notamment la commune de Lubumbashi, Kampemba et Annexes (figure 1). Ces communes ont été choisies d'une manière raisonnée et les enquêtes ont été réalisées au cours de 2015 et 2016. La première (Lubumbashi) représentant la commune la plus urbanisée de la ville de Lubumbashi et ayant des ménages « aisés ». Cette commune se situe au centre de la ville. La deuxième (Kampemba) se situant également au centre de la ville, est l'une des communes les plus anciennes de la ville et on y trouve des ménages moyens et la troisième commune (Annexe) est la plus récente et la plus vaste entourant la ville de Lubumbashi habitée principalement par les ménages vulnérables qui y sont majoritaires. Les données ont été collectées au sein des ménages choisis aléatoirement et les enquêtes-ménages ont été réalisés après une pré-enquête à travers un questionnaire préalablement établi. Celui-ci comprenait : (1) la présentation des enquêtés à travers le genre, l'âge, le statut matrimonial, le niveau d'instruction du chef de ménage, la taille du ménage et les principales sources de revenu ; (2) la composition du panier ménager : les produits alimentaires consommés, leur proportion en fonction de leur origine (local ou importée), le prix relatif à chaque produit et les dépenses alimentaires journalières et (3) les facteurs motivant les ménages à recourir aux produits importés. Relativement à ces facteurs, les enquêtés ont été soumis à se situer par rapport à la qualité, la quantité, le prix et la préférence aux importations. En plus des enquêtes, une observation directe a été réalisée

dans certains ménages sur la constitution du panier ménager. Enfin, une analyse documentaire à travers les ouvrages, articles, rapports et thèses a permis de discuter les résultats de ce présent travail. Cette analyse a permis de dégager la compréhension des concepts et d'appuyer l'approche méthodologique mise en œuvre (Dépelteau, 2000). A travers l'analyse des données collectées, le niveau de dépendance alimentaire a été déterminé sur base de la part des importations dans le panier ménager. Par ailleurs, les dépenses quotidiennes allouées à l'alimentation ont permis de déterminer proportionnellement, la perte de devise due aux importations dans la consommation journalière des ménages (Annexe 1). Les données collectées ont été encodées à travers le logiciel Excel et en suite traité à l'aide du logiciel SPSS 16.0. La comparaison des moyennes entre les ménages en fonction des communes de la ville de Lubumbashi a été effectuée. La régression simple entre les dépenses alimentaires effectuées et la taille du ménage a été déterminée pour l'ensemble de l'échantillon. La conversion monétaire a été effectuée au taux de change de 1200FC (2016) pour 1 dollars américains (\$).

3. Résultats

3.1. Taille du ménage dans les trois communes dans la ville de Lubumbashi

La figure 2 ci-après met en évidence la taille du ménage des trois communes de la ville de Lubumbashi. La taille du ménage indique le nombre des membres vivant sous le même toit y compris les parents.

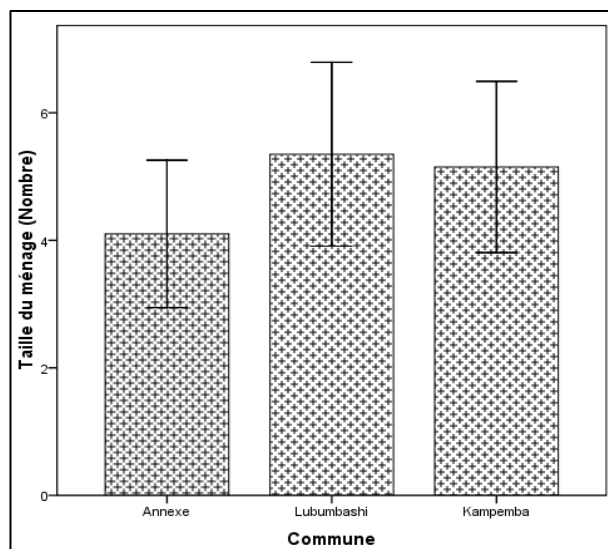


Figure 2. Taille du ménage dans trois communes de la ville de Lubumbashi ; Source : Données de terrain (2016)

La moyenne de membres au sein du ménage était de 5 avec un écart type de 2 personnes. Ce résultat s'aligne à celui du PNUD (2009) affirmant que la taille moyenne était 5,2 pour la province du Katanga et 5,3 pour toute la République. En outre, Kitsali (2013) a montré que la taille

du ménage oscillait autour de 7,6 membres dans la zone agricole de Sambwa à près de 30km de la ville de Lubumbashi.

3.2. Niveau de dépenses affectées aux produits agricoles consommés par jour et par personne

Les dépenses alimentaires comprennent tous les coûts consacrés au panier de la ménagère pour nourrir tous les membres de sa famille. Ces dépenses sont exclusivement affectées aux produits agricoles de base tels que le maïs, le riz, le sucre, l’huile, le lait, la tomate, la pomme de terre, fruit, oignon et autres légumes (figure 3). Il est à noter que les dépenses journalières du ménage ont été évaluées à

9,5 \$, soit 1,9 \$ par jour et par personne et diminuent au fur et à mesure que la taille augmente (-0,45X + 4,9 avec P-value : 0,000 et R²= 37,8%). Des aliments consommés, la viande (1,55\$/jr), la pomme de terre (0,45\$/jr), le riz (0,45\$/jr), le maïs (0,39\$/jr) et le lait (0,39\$/jr) sont les postes alimentaires les plus coûteux dans le panier de la ménagère dans les trois communes étudiées. Ensuite, viennent l’huile végétale, le fruit (0,25\$/jr), les feuilles de manioc et autres légumes (0,19\$/jr), le sucre (0,13\$/jr), la tomate (0,10\$/jr) et l’oignon (0,06\$/jr). De la même figure 3, il est important de signaler que la viande présente une dépense journalière de près de trois fois que celle de la pomme de terre et du riz et reste un aliment de luxe dans la région de Lubumbashi.

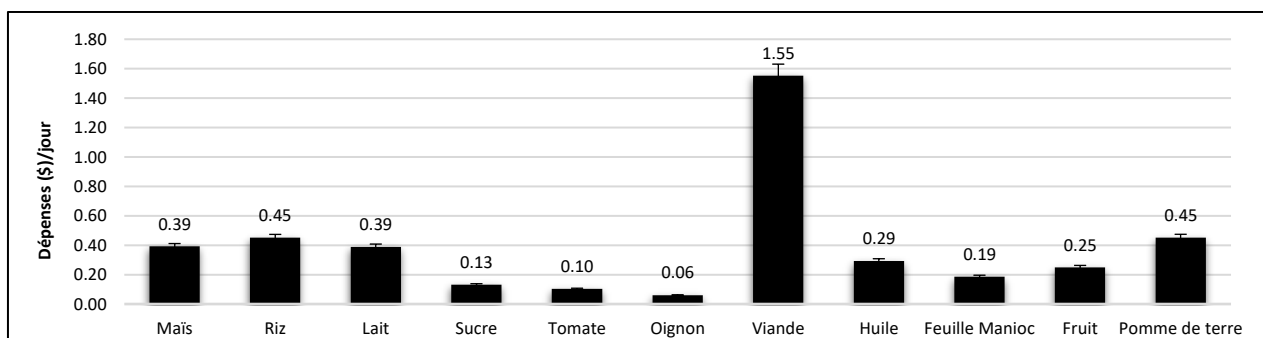


Figure 3. Niveau de dépenses affectées aux différents produits agricoles consommés ; Source : Données de terrain (2016)

3.2.1. Dépenses alimentaires journalières (FC) selon les communes à Lubumbashi

Les tableaux 1 et 2 ci-après fournissent respectivement les dépenses alimentaires journalières (FC) et les quantités

consommées journalières par ménage dans trois communes de la ville de Lubumbashi. Les différents produits agricoles tels que le maïs, riz, lai, sucre ; tomate, oignon, viande, huile végétale, feuille de manioc, fruit et pomme de terre sont pris en compte.

Tableau 1. Analyse comparative des dépenses alimentaires journalières (FC) selon les communes

| Commune | Maïs | Riz | Lait | Sucre | Tomate | Oignon | Viande | Huile végétale | Feuille de Manioc | Fruit | Pomme Terre |
|------------|-----------|-------------|-------------|------------|------------|------------|--------------|----------------|-------------------|--------------|--------------|
| Annexe | 902 ± 423 | 990 ± 412 | 925 ± 703ab | 345 ± 197b | 312 ± 155b | 190 ± 120b | 4400 ± 1744b | 905 ± 489a | 490, ± 204a | 585 ± 349b | 1575, ± 693a |
| Lubumbashi | 994 ± 551 | 1250 ± 550a | 1680 ± 144a | 650 ± 428a | 625 ± 460a | 450 ± 429a | 6525 ± 3465a | 1130 ± 497a | 620 ± 313a | 1550 ± 1334a | 2150 ± 1631a |
| Kampemba | 805 ± 387 | 927 ± 338b | 835 ± 935b | 260 ± 73b | 207 ± 121b | 120 ± 67 | 3316 ± 1577b | 575 ± 222b | 405 ± 223b | 450 ± 315b | 926 ± 643b |
| Moyenne | 899 456 | 1055 ± 457 | 1146 ± 1123 | 418 ± 319 | 381 ± 336 | 253 ± 293b | 4796 ± 2748 | 870 ± 474 | 508 ± 263 | 861 ± 942 | 1561 ± 1187 |
| P-value | 0,438 | 0,058 | 0,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,01 | 0,00 | 0,038 | 0,00 | 0,04 |

Source : Données de terrain (2016). Avec 1\$ vaut 1600FC

Il ressort du tableau 1 qu’il n’existe pas une différence significative du point de vue dépenses alimentaires entre les trois communes pour le maïs. Alors qu’une différence significative a été constatée pour les autres produits alimentaires (le riz, le lait, le sucre, la tomate, l’oignon, la viande, l’huile végétale, les feuilles de manioc, le fruit et la pomme de terre).

Tableau 2. Analyse comparative des quantités consommées journalières selon les communes

| Commune | Maïs (Kg) | Riz (Kg) | Lait (Kg) | Sucre (Kg) | Tomate (Kg) | Oignon (Kg) | Viande (Kg) | Huile Végétale (Litre) | Feuille de manioc (Botte) | Fruit (Kg) | Pomme Terre (Kg) |
|------------|-------------|-------------|-------------|---------------|--------------|--------------|---------------|------------------------|---------------------------|--------------|------------------|
| Annexe | 1,01 ± 0,53 | 0,09 ± 0,34 | 0,21 ± 0,25 | 0,23 ± 0,19a | 0,19 ± 0,19a | 0,09 ± 0,11a | 0,81 ± 0,29b | 0,53 ± 0,27a | 3,00 ± 1,37 | 0,52 ± 0,46a | 1,42 ± 0,59 |
| Lubumbashi | 0,96 ± 0,66 | 0,92 ± 0,45 | 0,10 ± 0,09 | 0,09 ± 0,11b | 0,05 ± 0,11b | 0,03 ± 0,11a | 1,1 ± 0,50 ±a | 0,062 ± 0,29b | 2,75 ± 1,20 | 0,67 ± 0,59a | 1,50 ± 1,01 |
| Kampemba | 1,05 ± 0,46 | 0,86 ± 0,39 | 0,11 ± 0,25 | 0,020 ± 0,04b | 0,00 ± 0,00b | 0,00 ± 0,00b | 0,82 ± 0,45b | 0,41 ± 0,19b | 3,00 ± 1,23 | 0,20 ± 0,28b | 1,08 ± 0,69 |
| Moyenne | 1,0 ± 0,55 | 0,89 ± 0,39 | 0,14 ± 0,21 | 0,11 ± 0,16 | 0,08 ± 0,15 | 0,04 ± 0,10 | 0,92 ± 0,44 | 0,52 ± 0,26 | 2,91 ± 1,26 | 0,47 ± 0,49 | 1,34 ± 0,79 |
| P-value | 0,891 | 0,894 | 0,255 | 0,000 | 0,000 | 0,009 | 0,030 | 0,048 | 0,779 | 0,007 | 0,231 |

Données de terrain (2016)

Relativement aux quantités consommées, il n’existe pas de différences significatives entre les trois communes pour le maïs, le riz, le lait, les feuilles de manioc et la pomme de

terre. Cependant, une différence significative est constatée entre les trois communes pour le sucre, la tomate, l’oignon, la viande, l’huile végétale et les fruits.

Les dépenses moyennes par ménage sont plus élevées dans la commune de Lubumbashi que dans les deux autres (Kampemba et Annexe) communes avec respectivement 13\$/jour, 9\$/jour et 6\$/jour. Pour une moyenne de 5 membres dans toutes les trois communes, la commune de Lubumbashi présente une moyenne de 2,6\$/personne/jour, Annexe (1,8\$) et Kampemba (1,2\$) et la moyenne globale de l'échantillon se situe à 1,9\$/jr/personne. Ces résultats montrent une diversité en termes de dépenses de consommation suivant les communes et sont légèrement au-dessus de ceux trouvés par plusieurs organisations (FAO, OCHA) qui ont montré qu'au Congo-Kinshasa plus de 75% de la population vit avec seulement 1 dollar par jour (1\$/jr) (OCHA, 2013, Muteba et al, 2013 et PNUD, 2014). Dans les pays en développement en générale et en RDC en particulier, on estime une ration théorique de 1,25 \$ pour acquérir une

alimentation suffisante pour être en sécurité alimentaire. Ce seuil devrait être revu à la hausse car il est de loin inférieur aux conditions minimales financières à l'atteinte de la sécurité alimentaire dans les conditions socioéconomique de Lubumbashi.

3.3. Niveau de dépendance aux importations alimentaires

Les produits alimentaires consommés dans la ville de Lubumbashi proviennent soit du système d'approvisionnement local, soit de l'extérieur du pays (des importations). La dépendance aux importations alimentaires est mesurée par la part des produits alimentaires importés dans la consommation alimentaire totale du ménage. Le tableau 3 met en évidence le niveau de dépendance alimentaire des ménages dans les trois communes de la ville de Lubumbashi.

Tableau 3. Niveau de dépendance aux importations dans la ville de Lubumbashi

| Produits consommés | Origine | Annexe | Lubumbashi | Kampemba | Total |
|--------------------|---------|---------|------------|----------|---------|
| Maïs-farine | Local | 60,00% | 21,10% | 85,00% | 55,90% |
| | Importé | 40,00% | 78,90% | 15,00% | 44,10% |
| Riz | Local | 35,00% | 15,00% | 55,00% | 35,00% |
| | Importé | 65,00% | 85,00% | 45,00% | 65,00% |
| Lait | Local | 15,00% | - | - | 5,30% |
| | Importé | 85,00% | 100,00% | 100,00% | 94,70% |
| Sucre | Importé | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% |
| Tomate | Local | 60,00% | 75,00% | 100,00% | 78,30% |
| | Importé | 40,00% | 25,00% | - | 21,70% |
| Oignon | Local | 60,00% | 75,00% | 100,00% | 78,30% |
| | Importé | 40,00% | 25,00% | - | 21,70% |
| Viande | Local | 75,00% | 20,00% | 76,50% | 56,10% |
| | Importé | 25,00% | 80,00% | 23,50% | 43,90% |
| Huile Végétale | Local | - | - | 10,00% | 3,40% |
| | Importé | 100,00% | 100,00% | 90,00% | 96,60% |
| Fruit | Local | 45,00% | 20,00% | 70,00% | 45,00% |
| | Importé | 55,00% | 80,00% | 30,00% | 55,00% |
| Feuille de manioc | Local | 95,00% | 100,00% | 100,00% | 98,30% |
| | Importé | 5,00% | - | - | 1,70% |
| Pomme de terre | Local | - | 10,50% | 5,60% | 5,30% |
| | Importé | 100,00% | 89,50% | 94,40% | 94,70% |

Source : Données de terrain (2016)

De ce tableau 3 ci-haut, il ressort que les produits alimentaires dont les trois communes sont dépendantes aux importations sont le sucre (à 100%), l'huile végétale (à 96%), la pomme de terre (à 94%), le lait (à 94%), le riz (à 65%), le fruit (à 55%), le maïs (à 44%), la viande (à 43%), la tomate (à 21%) et l'oignon (à 21%). Il ressort également que le niveau de dépendance alimentaire varie d'une commune à une autre. Pour exemple, près de 60% et 85% en maïs consommés par les ménages enquêtés provenaient de l'intérieur respectivement pour la commune Annexe et la commune Kampemba. Alors que 78% du maïs consommé dans la commune de Lubumbashi provenaient des importations. D'une manière globale, 60% des produits agricoles que les ménages Lushois consomment sont importés contre 40% produit localement. Cette situation affecte le niveau de sécurité alimentaire des ménages par le fait qu'ils subissent les chocs dus aux fluctuations des prix sur les marchés extérieurs réduisant ainsi leur pouvoir d'achat et donc l'accessibilité aux aliments importés.

3.4. Perte de devise par ménage par jour de consommation des produits importés

La figure 4 ci-après met en évidence la perte de devise en \$ par produit alimentaire consommé et par jour dans les ménages Lushois. Ces coefficients de perte sont calculés à travers le produit du coefficient de la dépendance et les dépenses moyennes relativement à chaque produit agricole consommé dans les ménages. Ils expriment les pertes en moyennes qu'engagent les ménages dans la ville de Lubumbashi dans la consommation des produits agricoles importés par jour. Des analyses faites, la viande, la pomme de terre, le lait, riz, l'huile végétale, maïs-farine, le sucre et les fruits sont des aliments pour lesquels la RDC à travers la province du Haut Katanga perdrait plus de devise à travers les importations avec respectivement 0,680\$; 0,42\$; 0,36\$; 0,29\$; 0,28\$; 0,17\$; 0,13\$ et 0,10\$ par ménage et jour de consommation.

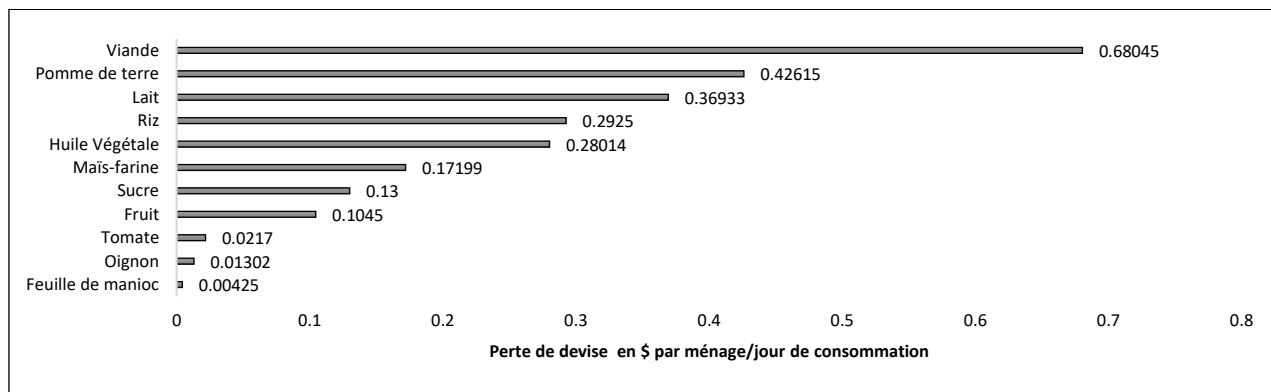


Figure 4. Perte de devise par ménage par jour de consommation des produits importés ; Source : Elaboré à partir des données de terrain (2016)

Ces résultats décrits à travers la figure 4 ci-haut, montrent l'importance relative dans le développement des filières en fonction du niveau de dépendance alimentaire des ménages exprimé par les volumes des importations et des pertes de devises enregistrées à travers la consommation quotidienne.

3.5 Facteurs de motivation des ménages à la consommation des produits agricoles importés

Les prix des aliments, tout comme leur quantité et leur qualité ont un impact décisif sur les choix alimentaires en fonction de leurs origines (locale ou importée). D'après 69,2% des enquêtés, le facteur de motivation de consommation du maïs importé est la qualité. Cependant relativement à la quantité, près 57,6% de ménages préfèrent le maïs local et par rapport au prix, 33,3% de ménages préfèrent le maïs local. Ainsi, il sied de signaler que pour certains ménages, la consommation des produits locaux reste un indicateur de pauvreté étant donné que ces derniers sont généralement de faible qualité. Quant à la consommation du riz, 57,1% des ménages sont motivés pour sa qualité. En outre, 28,2% des ménages recourent au riz importé par rapport à la quantité. Relativement aux prix, 42,9% de manages préfèrent le riz local.

4. Discussion

4.1. Pourquoi les ménages recourent-ils aux importations des produits agricoles ?

Pour comprendre la forte attraction des ménages aux produits importés, il est important de considérer l'alimentation comme un lieu de croisement du biologique, de l'économique, du social et du culturel vécus par les membres du ménage. Il est, par conséquent difficile de dissocier ces différentes dimensions si on veut comprendre la dynamique de celle-ci dans le choix des aliments (Courade et al, 1998). Dans le contexte de Lubumbashi, les résultats de cette étude révèlent que les consommateurs sont plus motivés par la qualité, le prix, la quantité et un critère sociologique en fonction du niveau

de vie. Cette situation a été constatée également par Ndembele (2008) affirmant que le degré d'homogénéité du produit en termes de qualité est un facteur de différenciation des produits agricoles (exemple du maïs : jaune, blanc) et impacte les niveaux des prix et donc de préférence des consommateurs. Ainsi, pour y faire face, les produits agricoles locaux devront rétablir la relation de confiance dans la qualité envers les consommateurs locaux. Ceci, étant donné que les importations alimentaires influenceraient les habitudes alimentaires dans le contexte de faible performance agricole. En outre, l'accroissement des décalages entre la production agricole et la demande alimentaire en Afrique subsaharienne au fil du temps a contraint les pays à s'approvisionner à l'extérieur et à modifier les habitudes alimentaires en faveur des produits agricoles importés (Courade et al, op.cit). En effet, selon Akesbi (2013), les causes majeures de la dépendance alimentaire pour les produits agricoles de base dits stratégiques restent le faible rendement couplé à la croissance de la consommation intérieure due principalement à la croissance démographique et la mutation des modes de consommation alimentaire.

Du critère sociologique de classes sociales aisées, les modes de consommation sont calqués sur les pays développés et imposés par les firmes multinationales, ce qui implique une affectation du revenu aux importations alimentaires dans les milieux urbains. En effet, dans le contexte de Lubumbashi, le niveau de dépendance alimentaire varierait entre classes sociales et les ménages vulnérables auraient plus tendance de s'approvisionner en farine de maïs produit localement alors que les ménages aisés consommeraient plus le maïs importé. Selon Courade et al (op.cit), les comportements et les styles alimentaires sont commandés d'une part par les caractéristiques culturelles et socio-économiques des consommateurs (ethnie, strate de résidence, taille de la famille, catégorie socioprofessionnelle et revenu) qui déterminent les habitudes qui s'exercent dans le cadre des choix qu'offre le système alimentaire et d'autre part, ces styles alimentaires sont fonction des opportunités d'accès aux aliments régulés par le marché et les intervenants dont l'Etat.

4.2. Vers quelle solution face à cette dépendance alimentaire aux importations ?

L'atteinte de la sécurité alimentaire ne se justifie pas simplement par une suffisance de l'offre alimentaire d'un pays mais comme l'accès permanent à la nourriture de qualité par les ménages et il est désormais reconnu que l'autosuffisance alimentaire d'un pays n'est pas toujours acceptée comme bonne indication de l'accès réel des ménages aux aliments. Dans la plupart des cas, 20 à 30% de la population consomment moins de 80% de leurs besoins caloriques même quand l'offre alimentaire dépasse 100% des besoins (Jayne, 1995 cité par Duquesne, Muteba et Lebailly, 2010). Cependant, selon Aubert (2008), la sécurité alimentaire se mesure commodément par le degré d'autosuffisance en produits agricoles autoproduits. En outre, comme on le constate, même les plus grandes puissances agricoles mondiales sont dépendantes des autres nations à l'instar de la Chine, Union Européenne et les USA pour des produits spécifiques (maïs, le soja) (Chaumet et Pouch, 2012). Peut-on mettre en place un modèle d'autosuffisance alimentaire qui résoudrait le défi de la dépendance alimentaire et de l'insécurité alimentaire simultanément ? Tout d'abord, il est important de mentionner que la dépendance aux importations alimentaires et les prix alimentaires ont plus d'impact sur l'insécurité alimentaire (Diagne, 2013). Pour Akesbi (2013), plusieurs facteurs expliquent la dépendance alimentaire des pays Africains à savoir : les aléas climatiques, le déficit de production et de productivité, la limitation en ressources naturelles et leur dégradation continue, les filières mal articulées avec le reste de l'économie, la pauvreté et l'analphabétisme de la population, les carences des infrastructures agricoles et la faiblesse des organisations professionnelles. Pour ce même auteur, la nouvelle orientation penche plus sur la question de sécurité alimentaire que d'autosuffisance, censée être obtenue sur le marché international, dès lors que les pays peuvent exporter des ressources susceptibles de leurs procurer des devises pouvant leur permettre d'importer les denrées alimentaires que leur agriculture n'arrive plus à produire localement. De ce fait, la politique de sécurité alimentaire préconise l'élimination des obstacles aux échanges intérieurs et extérieurs, la suppression des subventions aux facteurs de production et l'affirmation d'une politique de "vérité des prix" à la production et à la consommation. Cependant, d'une part il est difficile de faire croire qu'il suffit de disposer de suffisamment de devises pour « acheter » sa sécurité alimentaire sur le marché extérieur et d'autre part, la plupart des Nations ne cessent d'appuyer leurs secteurs agricoles ce qui rend ainsi la concurrence dans les échanges internationaux déloyale face aux Nations ne pouvant subventionner leurs agricultures. Ainsi donc, la sécurité alimentaire étant définie comme « une situation dans laquelle chacun peut accéder en toute circonstance à une alimentation sûre et nutritive lui permettant de mener une vie saine et active » (FAO, 1996),

ce qui implique selon Akesbi (op.cit) que la sécurité alimentaire n'existe que lorsque la disponibilité d'aliments est en harmonie à la possibilité d'y accéder, et soulève donc le problème du pouvoir d'achat et de sa distribution dans la société. Par là-même, la question du soutien public des prix des produits alimentaires de base se trouve au cœur de cette approche qui conduit nécessairement à celle de souveraineté alimentaire. Cette dernière soulève les questions majeures suivantes : Qui produit quoi ? Où ? Comment ? Pour satisfaire quels besoins ? A quel coût ? Qui supporte ce coût ? La souveraineté alimentaire affirme un droit, le droit d'une population, dans le cadre d'un État, ou d'une Union d'États, à se donner les moyens de produire pour elle-même tout ou une partie de sa propre nourriture, aux conditions qu'elle choisit et dont elle décide d'assumer collectivement le coût, sachant qu'elle « a un coût, mais pas de prix ». Au fond, c'est le droit de définir une politique agricole claire et cohérente, et de se donner les moyens de la mettre en œuvre. La politique agricole est une composante essentielle, mais elle n'en est pas la seule car elle se conjugue avec d'autres politiques : économiques, sociales, financières, sanitaire, environnementales, territoriales. Ainsi, donc, il est nécessaire de formuler des choix efficaces et collectifs en fonction des besoins et des aspirations de la population Katangaise pour espérer réduire cette dépendance alimentaire.

Conclusion

La faible performance des filières agricoles locales dans la région de Lubumbashi en RDC, se traduit par la dépendance alimentaire des ménages face aux importations. Ce présent article visait à mettre en évidence la part ainsi que les caractéristiques de cette dépendance alimentaire dans le contexte socioéconomique de Lubumbashi. Pour ce faire, l'observation directe et les enquêtes ont porté sur un échantillonnage aléatoire de nonante ménages dans trois communes (Lubumbashi, Kampemba et Annexe) de la ville de Lubumbashi au cours de 2015 et 2016 en raison de 30 ménages par commune. Il résulte des résultats obtenus que les dépenses alimentaires journalières par ménage se situent à 9,5 \$ et diminuent au fur et à mesure que la taille du ménage augmente. Relativement à la part des importations, près de 60% des produits agricoles consommés sont importés contre 40% produits localement. Le panier de la ménagère est constitué des produits alimentaires importés dans les proportions telles que le sucre (100%), l'huile végétale (96%), la pomme de terre (94%), le lait (94%), le riz (65%), le fruit (55%), le maïs (44%), la viande (43%), la tomate (21%) et l'ognon (21%). Cette dépendance aux importations présente une source importante des pertes de devises. En outre, elle reste une opportunité de développement de ces différentes filières au niveau local afin de contribuer à la souveraineté alimentaire de la province du Haut Katanga face aux importations massives de l'Afrique Australe.

Références

- [1]. Akesbi N, (2013). L'Agriculture marocaine, entre les contraintes de la dépendance alimentaire et les exigences de la régulation sociale, *Maghreb - Machrek* 2013/1 (N° 215), p. 31-56. DOI 10.3917/machr.215.0031
- [2]. Aubert C, (2008). « Sécurité alimentaire et tendances de la consommation en Chine », *Perspectives chinoises*, p 4-25. [En ligne], 2008/2 | 2008, mis en ligne le 01 avril 2011, disponible et consulté le 04 octobre 2018. UR: <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/3923>
- [3]. Banque Mondiale (2017). Evolution Démographique en République Démocratique du Congo, disponible sur : <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CD> (09/12/2018).
- [4]. Chaumet J-M, Pouch, (2012). La Chine au risque de la dépendance alimentaire, *OCL* ; 19(5) : 290-298. doi : 10.1684/ocl.2012.0466.
- [5]. Courade G, Droy I, Harre D, Roch J, Nicklaus et Akindes F, (1988). Evaluation des habitudes à la consommation des produits alimentaires en Côte d'Ivoire, 109p.
- [6]. Diagne R, (2013). Sécurité alimentaire et Libéralisation agricole, Thèse de l'obtention de Doctorat en Sciences Économiques, Université de Nice Sophia Antipolis, Ecole doctorale, droit et sciences politiques, économiques et de gestion, 324p.
- [7]. Dépelteau, F. (2000). La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats, Bruxelles, éditions De Bœck Université, coll. « Méthodes en Sciences Humaines », 35 p.
- [8]. Duquesne B, Muteba D et Lebailly Ph, (2010). Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo : approche par l'analyse de la consommation alimentaire des ménages kinois, XXVI ièmes Journées scientifiques ATM-BETA, « Crises et soutenabilité du développement », Université de Strasbourg, Pôle Européen de Gestion et d'Economie, Strasbourg, 2,3 et 4 juin, 10p.
- [9]. FAO, (1996). Évaluation de la sécurité alimentaire, Food and Agriculture Organisation, Doc. WFS/TECH/7, v p, Rome.
- [10]. Kalombo K, (2015). Caractérisation de la répartition temporelle des précipitations à Lubumbashi (sud-est de la RDC) sur la période 1970-2014. *XXVIIIe Colloque de l'Association Internationale de Climatologie*, Liège, Belgique, 6p.
- [11]. Kitsali K J-H., (2013). Modèle de fonctionnement des exploitations familiales pour le développement agricole et rural du Katanga, cas de la zone agricole de Sambwa. Thèse de doctorat, Sciences économiques, Université de Lubumbashi, RDC, 300p
- [12]. Lapeyre F, Lebailly P, Laki Musewa M et Mutombo Kyamakosa M, (2011). *Le modèle de croissance Katangais face à la crise financière mondiale : Enjeux en termes d'emplois*, document de travail de l'emploi n° 82, International Labour Organization. Genève, 103p.
- [13]. Lebailly P, (2010). Cinquante années de dépendance alimentaire en RDC : situation et perspectives, *Contributions de la formation et de la recherche agronomiques au développement durable du Congo*, Gembloux, le 19 octobre, Belgique, 6p.
- [14]. Mpundu M, Mununga K, Kaumbu K, Mwilambwe K, Maloba K, Banza I et Mukunto K, (2017). Influence des sols contaminés en cuivre sur le développement de deux variétés (locale et améliorée) de légumes dans la région de Lubumbashi (RD. Congo), *Journal of Applied Biosciences* 115: 11410-11422.
- [15]. Munyemba K. et Bogaert J, (2014). Anthropisation et dynamique de l'occupation du sol dans la région de Lubumbashi de 1956 à 2009. *E-revue Unilu*, p 1-23.
- [16]. Muteba K D, Ntoto R et Lebailly P, 2013. Comportements et pratiques alimentaires à Kinshasa. Une approche basée sur le rapprochement des conditions de vie et des modes de consommation alimentaires des ménages, 19p.
- [17]. Ndembele Staatz et Adjao (2008). Module de formation à l'analyse des prix des produits agricoles, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Cotonou, 32p.
- [18]. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), (2013). *Humanitarian Action Plan 2013. Democratic Republic of Congo*. New York 10017, United Nations.
- [19]. PNUD, (2009). *Province du Katanga, pauvreté et conditions de vies des ménages*. Programme des Nations Unies pour le Développement. RDC, Kinshasa, 20p.
- [20]. PNUD, (2014). Pérenniser le progrès humain : réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience, *Rapport sur le Développement Humain*, Programme de Nations Unies pour le Développement, 1 UN Plaza, New York, NY 10017, USA, 259p.
- [21]. Tollens E, (2004). *Les défis : sécurité alimentaire et cultures de rente pour l'exportation – principales orientations et avantages comparatifs de l'agriculture en RD Congo*, Document de travail, Katholieke Universiteit Leuven Faculté des Sciences Agronomiques et de la Biologie Appliquée, 76p.

Annexe 1. Détermination du coefficient de perte de devise due au niveau de dépendance alimentaire

| Produits consommés | Origine | Annexe | Lubumbashi | Kampemba | Moyenne | Coefficient (L) ou (I) | Dépense \$/jr | Devise (L) ou (I) |
|--------------------------|---------|---------|------------|----------|----------------|------------------------|---------------|-------------------|
| Maïs-farine | Local | 60,00% | 21,10% | 85,00% | 55,90% | 0,56 | 0,39 | 0,22 |
| Maïs-farine | Importé | 40,00% | 78,90% | 15,00% | 44,10% | 0,44 | 0,39 | 0,17 |
| Riz | Local | 35,00% | 15,00% | 55,00% | 35,00% | 0,35 | 0,45 | 0,16 |
| Riz | Importé | 65,00% | 85,00% | 45,00% | 65,00% | 0,65 | 0,45 | 0,29 |
| Lait | Local | 15,00% | - | - | 5,30% | 0,05 | 0,39 | 0,02 |
| Lait | Importé | 85,00% | 100,00% | 100,00% | 94,70% | 0,95 | 0,39 | 0,37 |
| Sucre | Importé | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 100,00% | 1,00 | 0,13 | 0,13 |
| Tomate | Local | 60,00% | 75,00% | 100,00% | 78,30% | 0,78 | 0,1 | 0,08 |
| Tomate | Importé | 40,00% | 25,00% | - | 21,70% | 0,22 | 0,1 | 0,02 |
| Oignon | Local | 60,00% | 75,00% | 100,00% | 78,30% | 0,78 | 0,06 | 0,05 |
| Oignon | Importé | 40,00% | 25,00% | - | 21,70% | 0,22 | 0,060 | 0,01 |
| Viande | Local | 75,00% | 20,00% | 76,50% | 56,10% | 0,56 | 1,55 | 0,87 |
| Viande | Importé | 25,00% | 80,00% | 23,50% | 43,90% | 0,44 | 1,55 | 0,68 |
| Huile Végétale | Local | - | - | 10,00% | 3,40% | 0,03 | 0,29 | 0,01 |
| Huile Végétale | Importé | 100,00% | 100,00% | 90,00% | 96,60% | 0,97 | 0,29 | 0,28 |
| Fruit | Local | 45,00% | 20,00% | 70,00% | 45,00% | 0,45 | 0,19 | 0,09 |
| Fruit | Importé | 55,00% | 80,00% | 30,00% | 55,00% | 0,55 | 0,19 | 0,10 |
| Feuille de manioc | Local | 95,00% | 100,00% | 100,00% | 98,30% | 0,98 | 0,25 | 0,25 |
| Feuille de manioc | Importé | 5,00% | - | - | 1,70% | 0,02 | 0,25 | 0,00 |
| Pomme de terre | Local | - | 10,50% | 5,60% | 5,30% | 0,05 | 0,45 | 0,02 |
| Pomme de terre | Importé | 100,00% | 89,50% | 94,40% | 94,70% | 0,95 | 0,45 | 0,43 |

Avec :

(L) : Consommation du produit local

(I) : Consommation du produit importé

Coefficient (L) ou (I): part de la production locale (L) dans le panier ménager par rapport aux produits importés (I) ou part des importations (I) dans le panier ménager par rapport aux produits locaux

Dépense \$/jr : Dépense totale \$ journalière du produit consommé produit localement (L) ou importé (I)

Devise (L) ou (I) : Dépense \$ journalière consacrée au produit local (L) ou importé (I)